

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2003/00012]

**20 DECEMBRE 2002. — Circulaire GPI 31  
relative au transfert de l'équipement de fonction  
dans le cadre de la mobilité**

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province,  
A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,  
A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de police.  
A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,  
Pour information :  
A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement,  
A Mesdames et Messieurs les chefs de corps de la police locale,  
A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,  
A Monsieur le Président de la Commission permanente de la locale,  
Madame, Monsieur le Gouverneur,  
Madame, Monsieur le Président du Collège de police,  
Madame, Monsieur le Bourgmestre,

## 1. Introduction

Par la note DGP/DPM n° 200201 du 29-03-2002 relative à la mobilité, la mobilité entre la police fédérale et la police locale était pour la première fois possible. Le but de la présente circulaire consiste à donner des directives en matière de reprise des équipements de base et de fonction dans le cadre de la mobilité.

## 2. Catégories d'équipements

La distinction doit être faite entre les catégories d'équipements suivantes :

### 2.1 L'équipement de base

Conformément à la circulaire GPI12 du 7 NOVEMBRE 2001 relative à l'équipement de base de la police intégrée structurée à deux niveaux, l'équipement de base se compose de toutes les pièces d'équipement qui sont mises à la disposition des fonctionnaires de police à titre individuel et cela quelle que soit la fonction qu'ils exercent.

Cet équipement reste toujours la propriété du corps dont dépend le membre du personnel, même si l'autorité considère ce matériel comme consommé.

### Principe en cas de mobilité

Cet équipement acquis par le membre du personnel au moyen de points sera TOUJOURS et GRATUITEMENT emporté par le membre du personnel en cas de mobilité. Cette règle ne compte que pour la première mise en place des zones, conformément à l'arrêté royal relatif à la mise en place de la police locale.

### 2.2 L'équipement de fonction

Conformément à la circulaire GPI12, l'équipement de fonction se compose des pièces d'équipement qui ne font pas partie de l'équipement de base, mais qui, en fonction des tâches spécifiques du membre du personnel (fonctionnaire de police et personnel CALOG (personnel administratif et logistique)), sont mises à sa disposition par l'employeur. Ces pièces d'équipement NE peuvent PAS être emportées définitivement par les membres du personnel.

## FEDERALE OVERHEIDS DIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2003/00012]

**20 DECEMBER 2002. — Omzendbrief GPI 31  
betreffende de overdracht van functieuitrusting bij mobiliteit**

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,  
Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,  
Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,  
Aan de Dames en Heren Burgemeesters,  
Ter informatie :  
Aan de Dames en Heren Arrondissemmentscommissarissen,  
Aan de Dames en Heren Korpschefs van de Lokale Politie,  
Aan de Heer Commissaris-generaal van de Federale Politie,  
Aan de Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de Lokale Politie,  
Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,  
Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter van het Politiecollege,  
Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

## 1. Inleiding

Met de nota DGP/DPM van 29-03-2002 nr. 200201 betreffende de mobiliteit was voor de eerste maal mobiliteit tussen federale en lokale politie mogelijk. Het doel van deze omzendbrief is richtlijnen te geven met betrekking tot de overname van de basis- en functieuitrusting bij mobiliteit.

## 2. Categorieën van uitrusting

De volgende categorieën van uitrusting worden onderscheiden :

### 2.1 De basisuitrusting

Met basisuitrusting wordt, overeenkomstig de omzendbrief GPI12, bedoeld : alle uitrustingsstukken die ter beschikking werden gesteld van de politiefunctionarissen ten individuelen titel en dit onafhankelijk van de functie die zij uitoefenen.

Deze uitrusting blijft altijd eigendom van het korps waartoe het personeelslid behoort, zelfs indien de overheid dit materieel als verbruikt beschouwt.

### Principe in geval van mobiliteit

Deze uitrusting die door het personeelslid wordt verworven door middel van punten, zal ALTIJD en GRATIS meegenomen worden door het personeelslid in geval van mobiliteit. Deze regel geldt eveneens voor de eerste inplaatsstelling van de zones, conform het koninklijk besluit betreffende de inplaatsstelling van de lokale politie.

### 2.2 De functieuitrusting

Met functieuitrusting worden, eveneens overeenkomstig de omzendbrief GPI12, de uitrustingsstukken bedoeld, die niet tot de basisuitrusting behoren maar die gezien de specifieke taken van het personeelslid (politiefunctionarissen en CALOG-personnel (administratief en logistiek personeel)) ter beschikking gesteld worden door de werkgever. Deze uitrustingsstukken kunnen NIET definitief verworven worden door de personeelsleden.

Il existe deux types d'équipements de fonction :

— l'équipement de fonction générale dont la liste est reprise dans la GPI12 (cfr annexe 1 à ce document). Cet équipement est identique pour tous les fonctionnaires de police (une liste différente est prévue pour un aspirant en formation). L'équipement de fonction générale n'est pas prévu pour le personnel CALOG.

— l'équipement de fonction spécifique est strictement déterminé par la fonction exercée et/ou par l'unité. Il peut s'agir ici, par exemple :

- tenue MO (tenue de maintien de l'ordre)
- tenue motocycliste
- tenue pour maîtres-chiens
- tenue de cavalerie
- tenue spécifique de cycliste
- etc.

Cet équipement peut être mis à la disposition tant des fonctionnaires de police que du personnel CALOG.

#### *Principe en cas de mobilité*

L'équipement de fonction reste en tous temps la propriété du corps dont dépend la personne.

A l'exception de la première mise en place des zones de police, cet équipement N'accapagnera PAS le membre du personnel en cas de mobilité.

#### 3.Règles applicables en cas de mobilité

##### 3.1 Mutation d'un membre du personnel (opérationnel ou CALOG)

3.1.1 L'intéressé doit automatiquement remettre L'ENTIERETE de l'équipement de fonction (aussi bien générale que spécifique), à l'exception d'une liste limitée de matériels qui pour des raisons hygiéniques ne peuvent pas être récupérés et qui donc passent GRATUITEMENT au corps de destination.

Il s'agit ici :

- des chaussures, des bottines d'intervention et des bottes
- des chaussettes
- des sous-vêtements
- des polos
- des cagoules.

3.1.2 Si les corps d'origine et de destination conviennent que l'intéressé peut emporter son équipement de fonction, le règlement financier se fera entre ces corps.

3.1.3 Pour les zones qui désirent recevoir l'équipement de fonction pour leur personnel provenant de la police fédérale, une demande formelle et écrite doit toujours être transmise au point de contact logistique fédéral (FLIP).

##### 3.2 Mutation d'un aspirant vers la police locale

— Dès que la destination de l'aspirant est connue, la Direction Générale des Moyens en Matériel/Direction de l'Equipement Individuel (DGM/DMPE) enverra une lettre à la zone concernée pour lui demander si elle désire acheter au prix d'achat en vigueur l'équipement de fonction dont dispose l'aspirant.

— En cas de réponse positive de la zone à DGM/DMPE, toutes les modalités du transfert seront réglées, en collaboration avec le FLIP, dans une convention de vente. Les conditions générales se retrouvent dans le protocole "Appui Logistique" qui a déjà été transmis aux zones.

La reprise de l'équipement de fonction s'effectue toujours par 'pakket' complet. Cela signifie que, pour chaque aspirant, c'est toujours, soit l'équipement de fonction générale complet, soit la tenue MO complète qui sont transférés (pour autant que l'aspirant en soit en possession); on ne peut donc pas sélectionner les articles que l'on souhaite ou ne souhaite pas reprendre.

Si l'équipement de fonction a déjà été récupéré pour l'une ou l'autre raison, une nouvelle demande peut alors être transmise au FLIP conformément au point 3.1.

Si la zone décide de reprendre cet équipement, elle doit strictement tenir compte du fait que, dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre de DGM/DMPE, cette décision doit être notifiée par écrit à ce service par fax au numéro 02-642 79 49.

Si DGM/DMPE ne reçoit pas de réponse de la zone dans les délais impartis, il en sera déduit que le matériel n'est pas racheté. Dans ce cas, et en cas de réponse négative explicite de la zone, la zone est tenue d'enjoindre le membre du personnel de remettre personnellement ce matériel, endéans le mois suivant la réception de la lettre de DGM/DMPE, auprès du centre de services déconcentré (SER) de la province d'implantation de la zone.

Er bestaan twee types van functieuitrusting :

— de algemene functieuitrusting waarvan de lijst begrepen is in de GPI12 (cfr. bijlage 1 aan deze omzendbrief). Deze uitrusting is identiek voor alle politiefunctionarissen (een apart lijst is voorzien voor een aspirant in opleiding). Er is geen algemene functieuitrusting voorzien voor CALOG- personeel.

— de specifieke functieuitrusting is strikt bepaald door de uitgeoefende functie en/of door de eenheid. Het kan hier bijvoorbeeld gaan om :

- HO-kledij (kledij voor handhaving openbare orde)
- Motorrijderskledij
- Kledij voor hondengeleiders
- Cavaleriekledij
- Specifieke fietskledij
- enz....

Deze uitrusting kan ter beschikking gesteld worden van zowel politiefunctionarissen als van CALOG-personeel.

#### *Principe in geval van mobiliteit*

De functieuitrusting blijft ten allen tijde eigendom van het korps waartoe de persoon behoort.

Uitgezonderd de eerste implaatsstelling van de politiezones, zal deze uitrusting het personeelslid NIET vergezellen in geval van mobiliteit.

#### 3. Toegepaste regels in geval van mobiliteit

##### 3.1 Mutatie van een personeelslid (opérationnel of CALOG)

3.1.1 De betrokkenen dient automatisch zijn VOLLEDIGE functieuitrusting (zowel algemene als specifieke) af te geven, uitgezonderd een beperkte lijst van materieel dat om hygiënische redenen toch niet kan gerecupereerd worden en dus GRATIS overgaat naar het ontvangende korps.

Het betreft hier :

- schoenen, interventieschoenen en laarzen
- kousen
- ondergoed
- polo
- bivakmutsen.

3.1.2 Indien het afstaande en het ontvangende korps overeenkomen dat betrokkenen zijn functieuitrusting mag meenemen, dient de financiële afhandeling tussen deze korpsen onderling te worden geregeld.

3.1.3 Voor de zone die de functieuitrusting wil verkrijgen voor personeel afkomstig uit de federale politie, dient steeds een uitdrukkelijke, schriftelijke aanvraag te worden overgemaakt aan het Federaal Logistiek Invalspunt (FLIP).

##### 3.2 Mutatie van een aspirant naar de lokale politie

— Van zodra de bestemming van de aspirant gekend is, zal de Directie van de Materiële Middelen/Dienst van de Persoonlijke Uitrusting (DGM/DMPE) een brief sturen naar de betrokken zone om haar te vragen of ze de functieuitrusting waarover de aspirant beschikt, wenst te kopen aan de vigerende aankoopprijs.

— In geval van een positief antwoord van de zone aan DGM/DMPE, zullen, in samenwerking met het FLIP, in een verkoopsovereenkomst alle modaliteiten van de overdracht worden geregeld. De algemene voorwaarden vindt men terug in het protocol «Logistieke Steun» dat reeds aan de zones werd overgemaakt.

De overname van functieuitrusting geschiedt steeds per volledig pakket' is. D.w.z. dat per aspirant steeds ofwel de volledige algemene functieuitrusting wordt overgenomen, ofwel de volledige HO-kledij (voor zover de betrokken aspirant hiervan in het bezit is); men kan dus niet uitkiezen welke artikelen men wel en welke men niet overneemt.

Werd de functieuitrusting om een of andere reden reeds gerecupereerd, dan kan een nieuwe aanvraag worden gericht aan het FLIP overeenkomstig punt 3.1.

Indien de zone beslist om deze uitrusting over te nemen, dient zij er terdege rekening mee te houden dat deze beslissing binnen de veertien dagen na ontvangst van de brief van DGM/DMPE, schriftelijk aan deze dienst dient overgemaakt te worden op het faxnummer 02-642 79 49.

Indien DGM/DMPE binnen de gestelde periode geen antwoord ontvangt van de zone, dan gaat zij ervan uit dat het materieel niet wordt aangekocht. In dit geval, en in het geval van een expliciet negatief antwoord van de zone, dient de zone het personeelslid aan te manen om dit materieel, binnen de maand na ontvangst van de brief van DGM/DMPE, persoonlijk binnen te leveren bij het gedeconcentreerde dienstencentrum (SER) van de provincie waarin de zone gelegen is.

Les pièces non restituées donneront lieu à facturation au membre du personnel (facture au domicile privé). En cas de non-paiement, le dossier pourra donner lieu à des poursuites judiciaires et/ou disciplinaire.

### 3.3 Acquisition de l'équipement de fonction auprès de la police fédérale en dehors de la mobilité

Les demandes d'achat de l'équipement de fonction à la police fédérale, peuvent être transmises au FLIP.

Une double solution peut être offerte :

— soit la zone peut adhérer à un marché public existant de la Direction Générale des Moyens en Matériel/Direction du Service des Achats (DGM/DMA) (la zone commande directement auprès de la firme qui facture directement à la zone). DGM/DMA mettra à court terme à la disposition des zones la liste des marchés disponibles via un site web internet;

— soit la police fédérale dispose de suffisamment de stocks en NOUVEAU matériel et le FLIP, après consultation de la Direction Générale des Moyens en Matériel/Direction de l'Équipement (DGM/DME), procède alors à la vente du matériel au PRIX D'ACHAT, étant donné que la police fédérale doit renouveler son stock (également au PRIX D'ACHAT). Les modalités seront réglées par une convention de vente. Les conditions générales se retrouvent dans le protocole "Appui Logistique" qui a déjà été transmis aux zones.

### 3.4 Restitution du matériel qui n'est pas repris

Si l'unité de destination décide de ne pas reprendre le matériel, le membre du personnel concerné doit restituer personnellement son équipement auprès de l'unité d'origine. Le matériel que le membre du personnel a reçu à la police fédérale doit être restitué auprès du centre de services déconcentré (SER) de la province d'implantation de l'unité d'origine.

## 4 Mise en application

Cette circulaire est applicable dès la mobilité 2002/01 du 29 mars 2002.

Je vous serais reconnaissant d'informer tous les corps de police placés sous votre autorité de ce qui précède.

Je vous prie, Madame, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir indiquer au Mémorial administratif la date à laquelle la présente circulaire a été publiée au *Moniteur belge*.

Le Ministre,  
A. DUQUESNE

### Annexe 1<sup>er</sup> Liste de l'équipement de fonction

#### 1. Equipement de fonction minimum du fonctionnaire de police

Dénomination du matériel	Nombre de pièces	Benaming Materieel	Aantal stuks
Ceinturon de police	1	Politiegordel	1
Matraque	1	Matrak	1
Porte-matraque	1	Matrakhouder	1
Menottes	1	Handboeien	1
Porte-menottes	1	Handboeientas	1
Arme de service	1	Dienstwapen	1
Gaine ouverte noire pour pistolet	1	Zwarte open pistooltas	1
Porte-chargeur noir	1	Zwarte laderhouder	1
Brassard d'intervention	1	Interventiearmband	1

De niet-binnenlevering zal aanleiding geven tot facturatie aan het personeelslid (factuur op officiële, persoonlijke verblijfplaats). Bij niet-betaling zal het dossier aanleiding kunnen geven tot gerechtelijke en/of disciplinaire stappen.

### 3.3 Verwerven van functieuitrusting bij de federale politie buiten mobiliteit

Aanvragen voor aankoop van functieuitrusting bij de federale politie kunnen gericht worden aan het FLIP.

Een tweeledige oplossing kan geboden worden :

— Ofwel kan de zone zich aansluiten bij een bestaande overheidsopdracht van de Directie de Materiële Middelen/Directie van de Aankopen (DGM/DMA) (de zone bestelt rechtstreeks bij de firma en de firma factureert rechtstreeks aan de zone). DGM/DMA zal de lijst van beschikbare overheidsopdrachten kortelings ter beschikking stellen van de zones via een internetwebsite.

— Ofwel beschikt de federale politie over voldoende stock van NIEUW materieel, dan zal het FLIP, na consultatie van de Directie van Materiële Middelen/Directie van uitrusting (DGM/DME), overgaan tot verkoop van het materieel aan de AANKOOPPRIJS, gezien het feit dat de federale politie haar stock opnieuw moet aanvullen (ook aan de AANKOOPPRIJS). In een verkoopsovereenkomst zullen de modaliteiten worden geregeld. De algemene voorwaarden vindt men terug in het protocol « Logistieke Steun » dat reeds aan de zones werd overgemaakt.

### 3.4 Binnenleveren van materieel dat niet overgenomen wordt

Indien de eenheid van bestemming beslist om het materieel niet over te nemen, dient het betrokken personeelslid zijn uitrusting persoonlijk binnen te leveren bij de eenheid van oorsprong. Materieel dat het personeelslid in de federale politie gekregen heeft, dient steeds te worden binnen geleverd in het gedeconcentreerde dienstencentrum (SER) van de provincie waarin de eenheid van oorsprong ligt.

## 4. In voege treding

Deze omzendbrief is van toepassing vanaf de mobiliteit 2002/01 van 29 maart 2002.

Ik zou u dankbaar zijn indien u alle politiezones die onder uw gezag staan op de hoogte brengt van het voorgaande.

Ik verzoek U, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, te willen toezien op de naleving van deze omzendbrief en de datum waarop deze in het *Belgisches Staatsblad* wordt gepubliceerd, in het bestuursmemoriaal te vermelden.

De Minister,  
A. DUQUESNE

### Bijlage 1 Lijst Functieuitrusting

#### 1. Minimale functieuitrusting politieambtenaar

2. Equipement de fonction minimum de l'aspirant fonctionnaire de police  
Idem que ci-dessus mais comprenant en plus les pièces suivantes :

Lampe de poche	1	Toortslamp	1
Porte-lampe de poche	1	Toortslampdrager	1
Chasuble	1	Overgooier	1
Imperméable de circulation	1	Verkeersmantel	1

## 3. Equipement MO

## 3. HO-uitrusting

Veste MO	1	Vest HO	1
Pantalon MO	1	Broek HO	1
Sous-pull	1	Sous-pull	1
Bottines d'intervention	1	Interventieschoenen	1
Casque MO	1	Helm HO	1
Cagoule nomex	1	Bivakmuts nomex	1
Gants MO	1	Handschoenen HO	1

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2003/00010]

23 DECEMBRE 2002. — Circulaire ministérielle PLP 28bis relative aux directives complémentaires pour l'établissement du budget de police 2003 et à la directive pour l'établissement des comptes police 2002 à l'usage de la zone de police

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de province,

A Madame le Gouverneur de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

Pour info :

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Au Commissaire général de la Police fédérale,

Au Président de la Commission permanente de la Police locale,

A Mesdames et Messieurs les Comptables spéciaux,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps

Madame, Monsieur le Gouverneur,

## INTRODUCTION

Pour l'application de cette circulaire, il convient d'entendre par :

— « la LPI » : la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;

— « la NLC » : la nouvelle loi communale du 24 juin 1988;

— « le conseil » : le conseil communal dans les zones monocommunes et le conseil de police dans les zones pluricomunales;

— « le collège » : le collège des bourgmestre et échevins dans les zones monocommunes et le collège de police dans les zones pluricomunales.

Comme annoncé dans la Circulaire ministérielle PLP 28 du 7 novembre 2002, les directives complémentaires pour l'établissement du budget de police 2003 sont communiquées. Il s'agit des matières suivantes :

1. Subvention Fédérale de Base Supplémentaire 2003 (A.R. 2 août 2002 - art. 7) – 33004/465-48

2. Subvention Sociale Fédérale I 2003 – 330/465-02

Le point 1 traitera également de la Subvention Fédérale de Base Supplémentaire 2002 qui, dans les comptes police 2002, doit être reprise en tant que droit constaté en vue de la clôture du compte 2002.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2003/00010]

23 DECEMBER 2002. — Ministeriële omzendbrief PLP 28bis betreffende aanvullende onderrichtingen voor het opstellen van de politiebegroting 2003 en een onderrichting voor het opmaken van de politierekening 2002 ten behoeve van de politiezone

Aan Mevrouw en de Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Ter informatie :

Aan de dames en heren Burgemeesters,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de Federale Politie,

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de Lokale Politie,

Aan de dames en heren Bijzondere Rekenplichtigen.

Aan de dames en heren Korpschefs

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

## INLEIDING

Voor de toepassing van deze omzendbrief wordt verstaan onder :

— « de WGP » : de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

— « de NGW » : de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988;

— « de raad » : de gemeenteraad in de éengemeentezones en de politieraad in de meergemeentezones;

— « het college » : het college van burgemeester en schepenen in de éengemeentezones en het politiecollege in de meergemeentezones.

Zoals aangekondigd in de Ministeriële omzendbrief PLP 28 van 7 november 2002 volgen hierna aanvullende onderrichtingen voor het opstellen van de politiebegroting 2003, namelijk inzake :

1. Bijkomende Federale Basistoelage 2003 (K.B. 2 augustus 2002 - art. 7) – 33004/465-48

2. Federale Sociale Toelage I 2003 – 330/465-02

Onder punt 1 zal tevens de Bijkomende Federale Basistoelage 2002 aan bod komen, welke in de politierekening 2002 als vastgesteld recht dient te worden opgenomen voor het afsluiten van de rekening 2002.